Anne ZINK, Pays ou circonscriptions - Les
collectivités territoriales de la France du Sud-Ouest
sous l'Ancien Régime, Paris, Publications de la
Sorbonne, 2000, 374 p.

Claudine Wolikow

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1193>

DOI : 10.4000/ahrf.1193

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2001

Pagination : 209-211

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Claudine Wolikow, « Anne ZINK, Pays ou circonscriptions - Les collectivités territoriales de la France du Sud-Ouest sous l'Ancien Régime, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000, 374 p. », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 326 | octobre- décembre 2001, mis en ligne le 10 mars 2008, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1193> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1193>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Anne ZINK, Pays ou circonscriptions - Les collectivités territoriales de la France du Sud-Ouest sous l'Ancien Régime, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000, 374 p.

Claudine Wolikow

- 1 Après l'examen de la typologie et de la géographie des variantes du « vivre ensemble » en famille (*L'héritier de la maison*, 1993), puis au village (*Clochers et troupeaux*, 1997), le dernier ouvrage d'A. Zink paraît clore la vaste et minutieuse enquête entreprise de longue date sur la formation et la différenciation des « pays » du Sud-Ouest tels qu'ils s'imposent au dernier siècle de l'Ancien Régime, tout particulièrement pour la génération qui précède la Révolution française. Au-delà de l'horizon du clocher, il s'agit de déterminer quels sont les instances et ressorts qui, par les fonctions qu'ils remplissent et les pratiques qu'ils induisent, contribuent le plus activement et le plus durablement à rassembler et unir les populations dans un cadre de vie commune et d'usages semblables, ainsi qu'à susciter un sentiment d'appartenance à une « petite patrie » distincte des aires voisines. Saisis dans la dialectique du « vivre ensemble » et/ou « vivre de la même façon », les « pays » relèvent-ils d'une unité de civilisation préalable ou ne seraient-ils pas plutôt façonnés par leurs organes de tutelle ?
- 2 Une première partie est consacrée au passage en revue méthodique des différents types et niveaux de circonscriptions, judiciaires, fiscales, administratives ou religieuses, qui forment autant de « pays officiels » localisés et individualisés, imbriqués ou emboîtés les uns dans les autres, afin de saisir l'échelle territoriale et le type d'institution les plus propices à nourrir des solidarités locales et une conscience collective. Sauf connaissance intime des terres gasconnes, il est d'emblée conseillé au lecteur d'ouvrir un atlas, à moins d'avoir sous la main les cartes de *L'héritier de la maison*, car les croquis insérés ne sont pas d'une grande aide. Dans la constitution des identités locales, prime

est d'abord accordée aux unités de taille moyenne (les « pays moyens »), après avoir observé que les « grands pays », formés tardivement par les ressorts des trois parlements concernés ou par le découpage des intendances, ici particulièrement hésitant et instable jusqu'en 1789, regroupent en les juxtaposant, plus ou moins arbitrairement, des entités pré-existantes originales et hétérogènes, et ne sont guère porteurs d'homogénéisation des us et coutumes des populations englobées. Aussi la notion de *région*, d'emploi rare et vague, serait-elle pour la période d'Ancien Régime à peu près inconsistante, et les références au régionalisme totalement anachroniques. Parmi les « pays moyens », les duchés, comtés et vicomtés hérités de la féodalité, « fossilisés » dans de nouveaux cadres territoriaux, ne jouent plus guère qu'un rôle décoratif, conservatoire de l'immémorialité du peuplement et des toponymes, tandis qu'au-delà de la paroisse, le découpage des circonscriptions ecclésiastiques reste parfaitement indifférent et insensible aux laïcs. Par contre, dans la fragmentation du tissu local, la concurrence paraît d'abord sévère entre les deux instances dont l'activité intéresse le plus la masse des populations : les vénérables sénéchaussées, assises des coutumes, censées représenter « l'ordre primitif des choses » (p. 92), et les élections, instances des obligations et des pratiques fiscales de la collectivité. Toutefois, entre les deux types de ressorts, les distorsions majeures sont rares, et il devient de plus en plus malaisé de les distinguer avec l'accroissement de la pression fiscale au fil des temps modernes, si bien que l'opposition décisive, la « vraie coupure » (p. 51) qui structure et anime le « vivre ensemble » au sein des pays de la mosaïque gasconne résident entre pays *d'états*, qui négocient leurs tributs, et pays *d'élection*, imposés d'autorité, la turbulence fiscale éclipçant au final l'emprise du droit. Après une offensive de trente années pour multiplier les élections au sud de la Garonne, la carte des « pays » respectifs s'est stabilisée depuis 1634, avec le compromis en recul consenti définitivement par le pouvoir royal devant la résistance des pays pyrénéens, laissant ainsi apparaître dans l'aire étudiée une huitaine d'élections et autant de pays d'états aux dimensions fort variables. Pour autant, la liste des « pays » désignés par les contemporains n'est pas close, puisque s'y ajoutent des pays résiduels, aux contours indécis et fluctuants, partiellement ou totalement dépourvus d'armature institutionnelle, telle la Chalosse, qui ne recouvre aucune circonscription précise. Délicat et laborieusement négocié, le découpage en quatre départements opéré en 1789-1790 a respecté les pays officiels et leur regroupement dans leur cadre ancien, avec une priorité donnée aux pays d'états qui, en cas de discontinuité territoriale, ont été arrondis aux dépens des autres ressorts. Dans la bataille des chefs-lieux, la grande perdante est Dax, détrônée par Mont-de-Marsan, ancienne et toute petite capitale de pays d'états.

- 3 La cohésion avérée de ces pays invite à en chercher les fondements au-delà du cadre institutionnel qui les circonscrit, à travers la différenciation des pratiques quotidiennes au sein des « pays vécus », objet de la deuxième partie. Les critères linguistiques, métrologiques, alimentaires, de sociabilité... dessinent des « aires de civilisation » plutôt laches, sans limites précises, où les pays tendent à se confondre, peut-être, serait-on tenté de penser, en raison même de l'importance, révélée par l'enquête, des échanges et de la circulation des hommes entre ces mêmes pays. Mais l'incursion ethno-historique nous vaut de vigoureuses et savoureuses pages sur l'évolution spatialement et socialement contrastée des courses de bovins, du rite de boucherie à la course de taureaux-spectacle (pp. 184-189), ou sur le rôle et le caractère des femmes des pays basques et de l'ouest landais, remarquables par leur autonomie, leur « aplomb

exceptionnel », leur virulence de propos et dans l'action (pp. 197-205). La faiblesse des clivages en matière de faits de civilisation incline alors l'auteur, en troisième et dernière partie, à revenir sur les « pays officiels », pour y recueillir, jusqu'en 1789-1790 les expressions conscientes du sentiment d'appartenance à des « pays voulus ».

- 4 Selon une heureuse expression, les populations du Sud-Ouest se caractérisent par leur « indifférence à la différence », leur caractère généralement pacifique et tolérant à l'égard des forains, des migrants, des allophones, Basques compris - le bilinguisme, avec ses combinatoires oral/écrit, est partout de rigueur -, des allogènes, en l'occurrence les juifs du Bas-Adour relégués par la municipalité de Bayonne à Bourg-Saint-Esprit, objet d'une longue enquête (pp. 233-253). Par élimination, les privilèges territoriaux, fiscaux au premier chef, forment le support objectif de l'attachement aux « pays », incarnés par leurs assemblées d'états, dont l'organisation et la composition sont minutieusement décrites dans leur diversité, et dont le rôle se trouve sérieusement réévalué. Instances de représentation et de participation, ornements de la « démocratie féodalo-absolutiste » (p. 332), les états, loin de constituer des bastions autonomistes, jouent un rôle médiateur, régulateur et intégrateur, entre les populations locales et le pouvoir royal ; lieux de rencontre et de circulation de l'information, de contacts organiques pour toute la population, foyers potentiels de mobilisation unitaire, canal de négociations directes avec le pouvoir royal dont ils forment en même temps un relais, les états ont effectivement assuré dans leurs ressorts, quoique la marge soit allée en s'amenuisant, une charge fiscale moins lourde que celle des pays d'élection, peuplés selon l'auteur de « sujets passifs », privés jusqu'en 1787 de moyens légaux d'expression collective. Loin d'être une source d'affrontements et de divisions, les privilèges locaux s'étaient les uns les autres, chacun maniant le comparatisme à son profit en réclamant le bénéfice de la clause du pays le plus favorisé. Ainsi s'épanouit sans exclusive un sentiment de double appartenance à la petite et à la grande patrie, sans moyen terme (régional) entre le « pays » et le royaume entier ou la nation, comme sans repli crispé sur le local. À sa manière, l'étude des « pays » confirme aussi le rôle dynamique déterminant de la fiscalité dans l'émergence d'une « proto-citoyenneté » de l'âge des Lumières, pour reprendre le terme proposé par John Markoff observant l'hypertrophie des doléances fiscales en 1789 (Gilbert SHAPIRO et John MARKOFF, *Revolutionary Demands - A Content Analysis of the Cahiers de doléances of 1789*, Stanford University Press, 1998, p. 408).
- 5 On connaît l'ardeur obstinée avec laquelle A. Zink s'impose rigoureusement de suivre et éprouver la logique des institutions et de rendre sensibles et intelligibles les normes sociales en vigueur. Concernant les assemblées d'états comme les communautés sur lesquelles elles s'articulent, l'auteur convient volontiers qu'il s'agit de « structures d'unanimité » qui masquent les tensions et les conflits internes, au risque, explicitement assumé ici, de mener une étude « allégée des luttes sociales » (p. 330), sans lesquelles toutefois on ne saurait comprendre l'abandon somme toute serein - sauf en Labourd - des privilèges locaux en 1789. Les états sont alors incapables de surmonter le double déficit de légitimité et de représentativité qui les mine : ils assurent avec de moins en moins de succès leur mission fiscale, et en Soule comme en Navarre ou en Béarn, - le plus grand des « pays » de la région -, la désaffection du tiers état et de ses alliés est profonde envers une institution qui leur accorde une trop faible place.
- 6 Au terme d'analyses denses qui récusent aussi bien la pérennité que la personnification des entités locales, le « pays » d'Ancien Régime se profile à la croisée du ressort

administratif et de l'aire culturelle, mais le sentiment d'appartenance qu'il suscite se cristallise d'abord et surtout sur le bon usage de ses institutions et privilèges, laissant une place réduite à l'histoire, essentiellement convoquée et instrumentalisée au service des intérêts du présent. Avec la municipalisation généralisée des communautés d'habitants, l'homogénéisation du statut des collectivités locales, du droit familial, et des règles fiscales, on mesure l'ampleur de la recomposition des identités locales engagée par le processus révolutionnaire.